



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Rapport préparatoire

LUNDI 22 OCTOBRE 2018 A **20H00**
Salle des fêtes – Commune de Chalon

ORDRE DU JOUR

I- ACTIVITES ECONOMIQUES	3
1. Soutien aux commerces : Subvention pour le salon de l'Habitat et de l'Immobilier mars 2019.	3
2. Occupation temporaire ENEDIS Za des Fromentaux	4
II- HABITAT - LOGEMENTS	4
3. Dossiers subvention FART	4
4. Cession de patrimoine de Habitat Pays de Romans à Opac 38 – maintien des accords de garantie d'emprunt	5
III- TOURISME	6
5. Fusion - Départ de la SPL Tourisme	6
IV- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE	7
6. Subvention RASED	7
7. Accueil de loisirs sans hébergement – mise à disposition de personnel – convention tripartite avec la commune de Beaurepaire – Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire – Centre social Ile du Battoir	8
8. Modification de la subvention du Potager solidaire	8
V- ADMINISTRATION GENERALE	9
9. Indemnité du trésorier	9
10. Opération sous mandat Montseveroux – avenant aux marchés de travaux	9
VI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	10
VII- QUESTIONS DIVERSES	11

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE			Pouvoir		
M. Alain BERHAULT			Pouvoir		
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
Mme Annie MONERY		X			
Mme Michelle TARNAUD			X		
Mme Christelle GRANGEOT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Philippe BONNETAIN			X		
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS		Pouvoir		
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme HUGONNARD		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
Gilbert MANIN			Pouvoir		
M. Denis MERLIN	MONSTEROUX-MILIEU		X		
M. Gérard ROUX		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE		X		
Bernard COUDERT		X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS	X		Gille SIVIGNON	

Madame Elisabeth TYRODE, Maire de Chalon, accueille les membres du conseil et laisse la parole à Mr NUCCI, Président, qui ouvre la séance.

Le Président donne lecture du dernier procès-verbal lequel ne fait l'objet d'aucune observation.

L'ordre du jour est abordé.

I- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

1. Soutien aux commerces : Subvention pour le salon de l'Habitat et de l'Immobilier mars 2019.

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

L'Union des commerçants organise sur la commune de Beaurepaire un salon de l'habitat et de l'immobilier courant 2019.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est sollicité dans le cadre de ses compétences en matière de soutien aux commerces pour une participation financière à l'organisation de cette manifestation.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la participation financière de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à hauteur de 2 500 € à l'Union des commerçants pour permettre l'organisation du salon de l'habitat et de l'immobilier courant 2019,

Dire que cette dépense devra être inscrite à la décision modificative de novembre 2018,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

2. Occupation temporaire ENEDIS Za des Fromentaux

EXPOSE/ PROJET DE DELIBERATION

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

En tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, ENEDIS pour mener à bien ses missions, développe, construit, entretient et exploite des ouvrages parmi lesquels figurent des postes de secours.

Considérant que ENEDIS envisage une extension du poste source existant implanté sur la ZA des Fromentaux.

Pour ce faire, ENEDIS doit occuper temporairement en totalité des parcelles de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire : Section Zi 213 et 218 en totalité et en partie la section Zi 214 et 217 le tout pour une surface de 2 000 m².

Une indemnité de 100 €/mois sera versée à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire. ENEDIS s'acquittera également de tous impôts, taxes et redevances pouvant être dus à l'Etat au prorata de la durée d'occupation et de la surface utilisée.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Autoriser ENEDIS à occuper temporairement les parcelles susvisées dans le cadre de leurs travaux d'extension du poste source implanté ZA des Fromentaux,

Valider les dispositions de la convention ci-annexée,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II- HABITAT - LOGEMENTS

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

3. Dossiers subvention FART

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 25 mars 2013, validant le protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés.

Considérant que le protocole dont il est question entre le cadre du projet FART (fonds d'aide à la rénovation thermique) qui consiste à améliorer la performance énergétique de logements via une aide financière.

Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a souhaité contribuer à la mise en œuvre du programme « habitat mieux » et aider financièrement à hauteur de 500 €, les logements concernés par cette action et éligibles à l'aide de l'anah.

Il est donc proposé de valider les dossiers ayant obtenu l'agrément de l'Anah pour le versement d'une subvention, et de permettre le versement de la contribution de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à hauteur de 500 € chacun à :

- Renée MIRABEL – commune de Pommier de Beaurepaire
- Ludivine BOUTTE – commune de Pommier de Beaurepaire
- Daniel GAILLARD – commune de Monsteroux Milieu
- Samir GABSI – commune de St Barthélémy

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la validation Anah des dossiers éligibles susvisés pour le versement d'une subvention dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des logements,

Décider de verser 500 euros pour chacun des dossiers suivants :

- Renée MIRABEL – commune de Pommier de Beaurepaire
- Ludivine BOUTTE – commune de Pommier de Beaurepaire
- Daniel GAILLARD – commune de Monsteroux Milieu
- Samir GABSI – commune de St Barthélémy

Dire que les crédits seront prévus au budget primitif,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

4. Cession de patrimoine de Habitat Pays de Romans à Opac 38 – maintien des accords de garantie d'emprunt

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu les délibérations du Conseil communautaire du territoire de Beaurepaire en date du 26/04/2010, accordant la garantie de la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire à Valence Romans Habitat (issu de la fusion d'Habitat Pays de Romans et de l'OPH de Valence le 1/1/2017), ci-après le Cédant, pour le remboursement des emprunts destinés au financement des programmes détaillés en annexe.

Vu la demande formulée par le Cédant et tendant à transférer les prêts à l'OPAC 38, ci-après le Repreneur.

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'article L 443-7 alinéa 3 du Code de la construction et de l'habitation

Vu l'article L 443-13 alinéa 3 du Code de la construction et de l'habitation

Vu l'article 2298 du Code civil ;

La Caisse des dépôts et consignations a consenti au Cédant les prêts dont les caractéristiques figurent en annexe.

En raison de la vente des biens immobiliers du Cédant au Repreneur, le Cédant a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le transfert desdits prêts.

Aussi, il est demandé au Conseil communautaire du Territoire de Beaurepaire de bien vouloir se prononcer sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit du Repreneur.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 1 : L'assemblée délibérante du Conseil communautaire du Territoire de Beaurepaire réitère sa garantie pour l'ensemble des prêts dont les caractéristiques figurant en annexe pour le remboursement des prêts d'un montant initial de 4 057 094,00 euros consentis par la Caisse des dépôts et consignations au Cédant et transférés au Repreneur, conformément aux dispositions susvisées du Code de la construction et de l'habitation.

Article 2 : Les caractéristiques financières des prêts figurent dans le tableau annexé à la présente.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués sont établis sur la base de l'index en vigueur à la date de la dernière mise en recouvrement précédant la date d'effet du transfert des droits réels.

Article 3 : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée résiduelle totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Repreneur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer au Repreneur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 5 : Le Conseil autorise le Président à intervenir à la convention de transfert de prêts qui sera passée entre la Caisse des dépôts et consignations et le Repreneur ou, le cas échéant, à tout acte constatant l'engagement du garant à l'emprunt visé à l'article 1 de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

5. Fusion - Départ de la SPL Tourisme

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant que la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire fusionnera au 1^{er} janvier 2019 avec la Communauté de communes du Pays Roussillonnais.

Ces deux intercommunalités ont la compétence « promotion du tourisme » et se sont dotées pour son exercice, pour le pays roussillonnais, d'un office de tourisme géré en régie et pour le territoire de Beaurepaire d'un office de tourisme sous statut de SPL.

Le cadre réglementaire ne permet pas le maintien de deux offices de tourisme au sein du périmètre d'un EPCI.

Les élus communautaires lors des comités de pilotage de la fusion ont fait la proposition d'assurer la promotion des acteurs et équipements touristiques du nouveau territoire à partir de l'office de tourisme existant actuellement sur le pays Roussillonnais et en conservant l'antenne de Beaurepaire.

Cette décision implique la sortie avant le 1^{er} janvier 2019 de la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire de la SPL office de tourisme Mandrin Chambaran.

Des réunions de travail sont nécessaires avec les représentants des deux membres de la SPL pour identifier et mesurer les impacts de notre retrait, mais aussi pour réfléchir à un partenariat constructif pour nos bassins de vie.

L'impact principal identifié est sur le transfert des postes affectés à l'antenne de Beaurepaire.

Ceux-ci sont estimés entre 1,5 ETP à 2ETP.

Les heures d'ouverture de l'antenne de Beaurepaire sont de 28h par semaine toute l'année.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la sortie de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire de la SPL Office du Tourisme au 31 décembre 2018,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV- PETITE ENFANCE — ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

6. Subvention RASED

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire apporte son aide annuellement pour soutenir le réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficultés (RASED).

Sur le territoire de Beaurepaire il est constitué d'une enseignante spécialisée chargée de l'aide aux élèves présentant des difficultés d'apprentissage et d'une psychologue scolaire.

Un certain nombre d'enfants sont pris en charge par l'enseignante E et par la psychologue.

Le RASED sollicite la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour une subvention de 1 600 € pour 2018.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accorder une subvention exceptionnelle de 1 600 € au RASED,

Dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

Autoriser le Président à signer les documents relatifs au dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

7. Accueil de loisirs sans hébergement – mise à disposition de personnel – convention tripartite avec la commune de Beaurepaire – Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire – Centre social Ile du Battoir

Depuis l'ouverture du pôle petite enfance intercommunal, la garderie intercommunale a arrêté son activité. Néanmoins, des agents de la commune de Beaurepaire étaient mis à la disposition de la Communauté de Communes pour ces activités.

Depuis le 1er septembre 2009, ces agents interviennent au sein des accueils de loisirs maternels du centre social de l'île du Battoir.

Un bilan de ces interventions a rapporté que ce personnel donnait entière satisfaction, leur intégration au sein des équipes d'animation est très encourageante, leur expérience mais aussi leur implication dans ce travail est reconnu de tous.

Il est proposé de reconduire cette action pour la période scolaire 2018/2019 et les années suivantes avec un volume d'heures pour une seule personne concernée de 246 heures (selon la convention ci-jointe).

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le projet de convention ci-joint relatif à la mise à disposition de personnel pour l'accueil de loisirs sans hébergement,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

8. Modification de la subvention du Potager solidaire

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Par délibération du 21 novembre 2016, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a validé sa participation financière d'un montant de 25 466 € au potager solidaire pour l'acquisition de terrain et de matériel nécessaire à son exploitation.

Ce versement devait s'effectuer sur 2 exercices budgétaires (2017 et 2018).

Courant 2017, la somme de 12 688,54 € en investissement a été versée au potager solidaire et 9 126,29 € en 2018.

Il est resté donc la somme de 3 596,71 € potentiellement à verser sur 2018.

Le potager solidaire n'ayant plus d'investissement à réaliser, il est proposé de verser le reliquat en subvention de fonctionnement.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Dire que la présente délibération modifie les dispositions de celle prise initialement le 21 novembre 2016, laquelle fixait la somme de 25 466 € de subvention d'investissement au Potager Solidaire,

Approuver que le reliquat de 3 596,71 € restant à verser au Potager Solidaire sur l'année 2018, soit versé en subvention de fonctionnement,

Dire qu'une décision modificative au budget sera nécessaire,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

9. Indemnité du trésorier

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité spéciale de conseil allouée aux comptables du Trésor public receveurs des fonctions des collectivités locales;
Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1990;

Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est appelée à demander le concours du Trésorier de Beaurepaire pour l'élaboration ou les renseignements relatifs à la préparation des documents budgétaires ;

Considérant qu'aux termes des règlements en vigueur, l'indemnité de conseil peut être fixée à 100% du montant maximum de l'indemnité calculée par application d'un pourcentage sur la moyenne des dépenses des trois dernières années.

Considérant que ce travail est en dehors de ses obligations professionnelles ;

En application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 16 décembre 1983, il est nécessaire de délibérer lors du changement du comptable du trésor.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Allouer au nouveau Trésorier l'indemnité de conseil conformément aux règlements cités ci-dessus ;

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier ;

Charger le Président et le Trésorier, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

10. Opération sous mandat Montseveroux – avenant aux marchés de travaux

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 27 avril 2015 validant le principe de l'opération sous mandat pour les travaux de construction d'une école, transformation des classes actuelles en salle d'animation et restauration partielle du château à Montseveroux,

Vu la délibération du 27 juin 2016 relative à l'attribution des marchés de travaux, complétée par délibération du 25 juillet 2016 pour le lot 10 initialement déclaré sans suite,

Vu les délibérations du 27 février 2017 et du 26 juin 2017, et du 29 janvier 2018 relatives à des avenants aux marchés de travaux,

Dans le cadre du déroulé des travaux relatifs à la réhabilitation du château, il est nécessaire de procéder à des avenants, notamment :

- Lot 2 démolition RSO maçonnerie – Société Glandut : + 2 400,00 € HT
- Lot 5 charpente couverture zinguerie – SARL Charpentiers de Sonnay : + 1 660,00 € HT
- Lot 11 plafonds plâtrerie peinture – SARL Valloire Déco : + 5 461,63 € HT
- Lot 13 chaux chanvre : + 6 303,40 € HT
- Lot 19 électricité : + 9 226,00 € HT

En conséquence, il convient de signer des avenants aux marchés de travaux pour les lots susvisés aboutissant à un total de travaux d'un montant de :

Lot	Entreprise retenue	Montant HT
Lot 1 – désamiantage	TBS désamiantage	22 030,50 €
Lot 2 – démolition – RSO – maçonnerie	Glandut	82 144,82 €
Lot 3 – terrassement – VRD	Buffin TP	251 629,58 €
Lot 3 bis – fondations spéciales	SAS ELTS	33 000,00 €
Lot 4 – maçonnerie – BA	Glandut	298 640,58 €
Lot 5 – charpente couverture zinguerie	Charpentiers de Sonnay	128 239,22 €
Lot 6 – Etanchéité	Noir Etanchéité	16 399,45 €
Lot 7 – enduit de façade	Kilinc	18 808,30 €
Lot 8 – métallerie	Métallerie Rolland	16 767,93 €
Lot 9 – menuiseries extérieures bois	Proponnet	115 764,00 €
Lot 10 – menuiseries intérieures bois	Proponnet	85 198,14 €
Lot 11 – plafonds plâtrerie peinture	Valloire Déco	121 513,78 €
Lot 12 – isolant ouate	Art Project	7 980,00 €
Lot 13 – enduit chaux-chanvre	Cabestant Scop SA	42 597,30 €
Lot 14 – carrelage faïence	Carrot JLC	36 282,28 €
Lot 15 – revêtement de sol mince	Clément décor	23 819,92 €
Lot 16 – espaces verts – clôtures et plantations	Iss Id Verde	20 632,06 €
Lot 17 – équipement de cuisine	Cuny	59 970,00 €
Lot 18 – CVC – Plomberie	SAS Oddos Claude	203 754,46 €
Lot 19 – électricité	Electricité générale Poipy	130 050,2 €
TOTAL		1 715 222,52 € HT

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les avenants aux marchés de travaux tel que décrit ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en septembre 2018 :

Date	Objet	Montant HT
12 septembre	DECI 60 Acquisition d'ordinateurs portables suite à dégradations et vol	3 384,00 € HT RC informatique
17 septembre	DECI 61 Prolongation de la voie d'accès ZI Pré Mornay Ouest à Beaurepaire	14 877,50 € HT Marchand GMTP
19 septembre	DECI 62 Barrière de contrôle pour la déchetterie de Beaurepaire	4 293,00 € HT FIARD Electricité
24 septembre	DECI 63 Mission d'accompagnement pour la mise en œuvre de la fusion	9 900 € HT KPMG
27 septembre	DECI 64 Acquisition de matériels de maintenance pour les écoles	2 955,55 € HT RC informatique
27 septembre	DECI 65 Travaux de régulation du fauchage pour l'ambroisie	2 170,00 € HT Gabillon Michel
27 septembre	DECI 66 Bail précaire Ferme du Bourg	Mme CAVALHEIRO (boutique éphémère) Loyer de 190 € TTC/mois (2 mois)

VII- QUESTIONS DIVERSES